

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESANT**  
 Fondateur  
 RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  
 Trois Mois 15 30 45  
 Six Mois 28 56 84  
 Un An 52 104 156  
 Départements 18 36 54  
 Union Postale 21 42 63  
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## Le Tribunal d'Arbitrage

Si Henri IV et son illustre ministre Sully sortaient aujourd'hui vivants de leurs tombeaux, j'imagine qu'ils éprouveraient un vif plaisir à suivre les délibérations de la conférence de La Haye. Je ne crois guère à l'authenticité des Mémoires qui prétendent au plus éclairé et au plus judicieux de nos rois l'idée d'avoir voulu profiter de sa prépondérance, au commencement du dix-septième siècle, pour établir en Europe une sorte de république partagée en quinze Etats indépendants, également ennemis de la guerre et n'ayant rien à lui demander pour leur agrandissement respectif. Henri IV était doué d'un sens pratique trop affirmé pour s'abandonner à de pareilles rêveries. Mais il est constant que l'avènement de la paix universelle était une de ses fantaisies favorites, selon l'expression de Villeroi, et que s'il avait eu le temps de donner sa mesure intellectuelle, il aurait laissé, dans la plus haute acception du mot, la réputation justifiée d'un philosophe et d'un précurseur.

Quel spectacle serait mieux fait pour réjouir Henri IV et Sully que cette conversion soudaine de toutes les puissances civilisées au principe de l'arbitrage international et à la nécessité de l'introduire comme une obligation nouvelle dans le droit des gens ? Le jour même où la conférence de La Haye ouvrait ses travaux, je fis nettement à la part des échecs et des succès qui semblaient promis à la généreuse initiative de l'empereur de Russie. Je dis qu'elle avait reçu l'approbation de l'univers entier (j'entends les peuples), mais que les gouvernements y feraient des distinctions et des réserves. Sur la question du désarmement, par exemple, il ne paraissait pas possible que les grandes puissances européennes fussent disposées à prendre des engagements quelconques ; j'aurais pu même ajouter que, sur ce sujet, le gouvernement français serait le premier à vouloir garder intacte sa liberté d'action, et que, dès la première heure, il n'aurait pas fait mystère de sa résolution au cabinet de Saint-Petersbourg. L'événement n'a que trop confirmé mes prévisions, et d'autres, de plus d'autorité que moi, ont déjà expliqué au grand public français les causes profondes de cet échec : tel M. le duc de Broglie, dans l'admirable exposé qu'il vient de faire à la réunion de la Société diplomatique, le 3 mai dernier. J'y renvoie mes lecteurs en toute confiance.

Mais il n'en sera pas de même heureusement sur les trois articles du programme russe qui ont pour but d'humaniser la guerre dans les limites du possible, sur terre, où l'esprit de civilisation a déjà beaucoup gagné, et sur mer, où il n'a encore rien obtenu. Les travaux de la Commission chargée de rédiger le projet définitif sont très avancés et ils seront probablement sanctionnés sous peu par les votes de la conférence plénière.

Enfin, j'arrive aux travaux de la troisième Commission, celle qui est chargée d'ouvrir le champ, sur les bases du programme russe, à l'action des bons offices et de la médiation des neutres pour prévenir les conflits internationaux, et en second lieu de définir les conditions dans lesquelles pourrait être institué un tribunal supérieur d'arbitrage. Cette Commission, qui est, en l'état, la plus importante des trois, a été placée sous la présidence du premier délégué français, l'honorable M. Bourgeois. Sans doute M. Bourgeois n'apporte pas sur l'arbitrage des idées et des vues personnelles acquises de longue date, car il n'a guère fait encore qu'effleurer la diplomatie ; il s'y complait néanmoins et n'y froisse personne. Puis il est assisté dans sa tâche par des collègues français qui ont des connaissances techniques très étendues sur ces matières, et M. Bourgeois lui-même, par son expérience du parlementarisme, possède l'art de diriger la discussion dans les assemblées nombreuses ou restreintes, et il me revient de divers côtés que dans ce rôle il est très apprécié.

Eh bien ! on en est à la discussion du petit Parlement de La Haye sur les bons offices, la médiation et l'arbitrage ? La Commission s'est trouvée tout de suite sur ce dernier point en présence de divers projets qu'elle essaiera de fonder, de manière à conserver précieusement toutes les bonnes volontés et à éviter tous les froissements. Pour ce qui est des bons offices et de la médiation, je répète qu'elle marche assez rapidement ; on assure même qu'elle est à la veille de terminer sa tâche. Son projet obligerait les puissances signataires à s'interposer, soit spontanément, soit sur le recours des parties en litige, d'après une procédure tracée en termes très clairs. J'y reviendrai plus tard.

Quant à l'arbitrage proprement dit, on n'est d'accord jusqu'à présent que sur les préliminaires. Mais ces préliminaires ont bien quelque valeur : ainsi toutes les puissances qui sont représentées à la conférence de La Haye acceptent d'ores et déjà le principe de l'arbitrage, et plusieurs d'entre elles, à la suite de la Russie, ont présenté des projets qui témoignent de l'intérêt qu'elles prennent à la question : j'ai nommé l'Angleterre, les Etats-Unis et, jusqu'à un certain point, l'Italie.

Il serait puéril de discuter aujourd'hui ces propositions dans la presse. Tout ce qu'il m'appartient de faire remarquer, c'est que l'arbitrage international, qui est l'institution bénie vers laquelle aspirent tous les peuples, est reconnu maintenant d'utilité publique, qu'on ne permette cette expression, par tous les gou-

vernements civilisés. J'ai déjà dit qu'il était d'application courante, depuis nombre d'années, de l'autre côté de l'Atlantique, entre les Etats-Unis et les autres Etats du nouveau continent. Ce qu'on sait moins, c'est que le cabinet de Washington et le cabinet de Londres signèrent en 1897 un traité portant, à l'usage des deux gouvernements, création d'un tribunal d'arbitrage destiné à résoudre toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre eux. Il ne devait pas seulement statuer sur les contestations d'ordre pécuniaire, sa juridiction s'étendrait aussi, le cas échéant, aux litiges d'ordre territorial. Enfin, s'il y avait lieu de faire appel à un surarbitre pour départager les arbitres américains et anglais, nommés en nombre égal, ce surarbitre serait désigné par le roi de Suède. Pour une raison ou pour une autre, le Sénat de Washington refusa sa sanction au traité anglo-américain, et celui-ci fut abandonné. Mais le président Cleveland en avait conçu un moment les espérances les plus grandes : dans un message officiel il s'était flatté que l'exemple donné à l'Europe par l'Angleterre et les Etats-Unis ne serait pas perdu pour notre vieux continent, et que la civilisation allait entrer dans une ère nouvelle.

La prophétie de M. Cleveland va-t-elle se réaliser ? Mon spirituel collaborateur qui publie chaque jour ici ses « Notes d'un Parisien » ne témoigne pas beaucoup de respect à l'égard des travaux de la conférence de La Haye, et l'institution de l'arbitrage lui paraît relever beaucoup plus du vaudeville que de la politique sérieuse. Je lui demande la permission d'être moins sceptique que lui. Tout me porte à croire au contraire qu'il sortira de la conférence de La Haye, sinon la création d'un tribunal international d'arbitrage, du moins plus que l'expression d'un vœu platonique en faveur de cette institution.

La difficulté ne réside pas dans l'établissement du tribunal ; elle réside beaucoup plus dans la décision de sa compétence, dans l'énumération des litiges qui lui seront soumis. J'en vois un, dont l'indication est sur toutes les lèvres, le principal à coup sûr, et qui n'a aucune chance, dans l'intérêt même de la paix, d'être discuté à La Haye. Si jamais la fatalité jetait la France et l'Allemagne dans une nouvelle guerre, dont la crainte a imprimé une impulsion illimitée aux armements européens, quelle chance y aurait-il pour que la question qui divise les deux pays fût portée devant un tribunal d'arbitrage ? D'autre part, les Etats qui n'ont pas envoyé de représentants à La Haye seraient-ils en droit de solliciter l'intervention de ce même tribunal, s'ils se trouvaient engagés dans quelques conflits territoriaux contre des voisins ayant adhéré à l'arbitrage ? Enfin, le autre Etat asiatique, plus prévoyant, et dont le délégué siège officiellement à la conférence, aurait-il toute facilité désormais pour déléguer à un arbitrage l'exécution de traités internationaux qui le gênent et auxquels il voudrait se soustraire ? Evidemment non.

Je ne donne ici qu'un aperçu bien superficiel des obstacles qui se dressent contre l'institution pratique de l'arbitrage. Mais il existe en Europe une école qui tend à rendre la France seule responsable des difficultés que rencontre la diplomatie sur ce terrain. Les journaux annoncent que M. de Bloch, le savant auteur d'un ouvrage sur la *Guerre*, qui j'ai déjà mentionné, inaugure à La Haye une série de conférences privées, sur cet intéressant sujet, à côté de la conférence officielle qui a répondu à l'appel généreux de l'empereur Nicolas II. Je ne doute pas des bonnes intentions ni de la haute compétence de M. de Bloch ; mais en vérité il traite avec une rigueur exagérée les regrets qu'entretient dans l'âme française la perte de l'Alsace-Lorraine, et il insiste un peu trop sur notre infériorité militaire définitive vis-à-vis de l'Allemagne.

Par une série de calculs fort extraordinaires, il en arrive à dresser ce que j'appellerai l'échelle de résistance des armées européennes, en y comprenant le courage, et sur cette échelle l'armée française n'occupe, selon lui, que le quatrième rang, c'est-à-dire l'avant-dernier, après la Russie, l'Allemagne et l'Autriche. Passe encore pour les deux premières ; mais où l'armée autrichienne a-t-elle donné des preuves de résistance supérieure à la nôtre ? Est-ce pendant la campagne de Sadowa ?

On a raison de nous conseiller vis-à-vis de l'Allemagne beaucoup de prudence, et de continuer à n'avoir aucun commerce avec les zélés de la revanche. Mais nous avons aussi à nous défendre contre l'imputation calomnieuse d'être les trouble-fête d'une Europe pacifique !

Whist.

## AU JOUR LE JOUR

### APROPOS D'UN COUP DE CANNE

Dans leur amusante et pittoresque monographie sur les coups de bâton dans les relations sociales, les auteurs du Dictionnaire Larousse s'expriment comme suit : « En France, aujourd'hui, le bâton est hors d'usage dans les relations sociales, ou à peu près. » A cet « à peu près » vraiment prophétique, le coup de canne désormais historique du 4 juin 1899 vient de donner un regain d'actualité.

On a fait l'histoire des coups de bâton célèbres et des bâtonnés illustres, depuis Molière jusqu'à Beaumarchais ; Victor Fournel s'est amusé à philosopher sur la matière, et plus d'un confrère, certainement, profitera de la circonstance pour nous montrer une érudition acquise à coups de... dictionnaires.

du bâton, première arme de l'homme, auteur du premier meurtre.

Le bâton pour les inférieurs, l'épée pour les égaux, le poignard pour les souverains : telle est la trilogie de l'arme meurtrière dans la société ancienne, pour ne point parler du poison cher aux Borgia et autres condottieri.

1789 est venu détruire tout cela, au point que — chose ignorée sans doute de l'auteur des coups de canne du 4 juin — le bâton se trouve être, aujourd'hui, non plus arme de noble pour corriger les vilains, mais bien arme de manant.

Dans tous les « pays d'épée », et au premier rang de ceux-là se place la France, c'est à coups d'épée que se règlent les différends, le poignard et le stylet restant par excellence l'arme réservée aux souverains. Triste privilège de noblesse !

Au contraire, dans les pays opposés au duel, c'est encore le bâton qui fait loi — usage s'entend ! — si bien que, de nos jours, les coups de canne peuvent être considérés comme le propre des nations à idées, à tendances, à mœurs purement démocratiques. Pour un « champion d'écu », eût dit d'Hozier, frapper de coups de canne le chef de l'Etat, c'est vraiment « chose peu noble ».

Tout naturellement, ceci nous amène à rechercher l'histoire des coups de canne dans la démocratie, et à demander en même temps, aux démocrates de quelle façon ils envisagent le respect dû au souverain.

Dans le droit public du moyen âge, le souverain, c'est l'Etat ; ce sont les représentants suprêmes du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif.

Qu'on soit à Venise, à Berne, dans les Flandres, dans les républiques aristocratiques ou communales du moyen âge, une chose prime tout : la majesté de l'Etat ; quiconque offense un représentant de ce pouvoir suprême porte, par cela même, atteinte au souverain lui-même, c'est-à-dire au peuple.

Est possible de la peine de mort, à Venise, quiconque touche à la personne inviolable du Doge. A Berne, défense est faite, sous les peines les plus graves, d'insulter les « Magnifiques Seigneurs du Conseil souverain ». A Beauvais, à Senlis, dans nombre d'anciennes chartes d'émancipation, la personne du « Mayeur », soit du maire, est proclamée sacrée et, chose caractéristique, « hors de la bastonnée ».

Et cette conception idéale des pouvoirs publics, tout ce républicanisme d'autrefois se trouvent confirmés par J.-J. Rousseau lorsqu'il écrit, d'accord avec Montesquieu : « Si l'Etat est une forme de gouvernement en laquelle le chef de l'Etat doit être respecté et la personne du chef considérée, comme inviolable, c'est assurément la forme républicaine. Quiconque se rendrait coupable d'un attentat envers le souverain librement élu, porterait atteinte à la majorité du corps social tout entier. » Ce doit être considéré comme un crime envers la Nation, ajoute-t-il, et Ch.-Louis de Haller, l'auteur du *Traité de la science politique*, dont les principes sont cependant loin de s'accorder avec ceux de Rousseau.

Et que demande Charles-Louis de Haller pour ceux qui veulent « assassiner la patrie en manquant de respect au magistrat suprême » ? « La mort, la mort sans phrase. »

Nous ne sommes plus aussi exigeants et le patriotisme des démocrates modernes est un peu moins intrinsèque. Car le système des coups de canne a, en notre siècle, rencontré de nombreux partisans en Suisse. A Genève, particulièrement, un homme politique éminent dont le nom est resté célèbre au delà des frontières suisses, James Fazy, éprouva avant M. Loubet les désagréments de la démocratie, sous la forme de l'arme chère au dandysme de Balzac.

Ceux qui lèveront la canne contre le magistrat auquel Genève doit son éclat politique, furent déferés aux Tribunaux ordinaires parce que, à Genève, le magistrat ne cesse pas d'être considéré comme un simple particulier ; mais, dans d'autres cantons suisses, où prédomine encore l'idée ancienne de la majesté de l'Etat et du respect dû à ceux qui le représentent, les coups de canne à des magistrats ont été punis avec la dernière sévérité — quelquefois même avec des considérations très particulières — tel celui-ci, entre autres, que je relève, à Lausanne : « Etant donné que le prévenu s'est permis de lever la canne sur un représentant du pouvoir et a, par ce fait, commis envers le pays tout entier un acte délictueux... »

Que vont dire de cela les gentilshommes de la journée historique du 4 juin ?

La Constitution fédérale suisse, qui a prévu la nomination d'un jury réuni en Cour d'assises pour juger les affaires de haute trahison, fait rentrer dans le même cas et renvoie devant la même juridiction les cas de révolte ou de violence envers les autorités.

Violences envers les autorités, c'est-à-dire violences matérielles, coups ou tentatives de coups.

Retenons cela et, tout en rappelant le mot historique de Balzac : « La canne, arme d'égal, instrument de vilain », empruntons à Karl Vogt ce qu'il disait, autrefois, au sujet des événements de Genève :

« Lorsque vous reverrez la Constitution, messieurs, n'oubliez pas le chapitre des coups de canne. »

John Grand-Carteret.

## Echos

### La Température

En France, des pluies suivies d'orages sont signalées au Havre, à Limoges et aussi à Paris. Néanmoins un châleur intense a régné hier en France. Ainsi le thermomètre indiquait : 32° à Clermont, 31° à Nancy, 30° à Limoges, 29° à Paris et 28° à Paris dans l'après-midi. Ce temps chaud va continuer, mais des orages sont probables. Le soir le baromètre restait à 760 mm.

### Les Courses

A deux heures, Courses au Bois de Boulogne. — Gagnants de Robert Milton : Prix du Pré-Catalan : Grugny. Prix de La Muette : Sinaïa. Prix Seymour : Maurice. Handicap Limité : Raquette II. Prix La Moskova : Tricolore. Prix de la Porte-Maillet : Libaros.

### L'EGLISE ET L'AFFAIRE

On verra plus loin que le Comité catholique pour la défense du Droit « adresse au Président de la République ses hommages respectueux et proteste avec indignation contre les odieuses agressions dont M. Loubet vient d'être l'objet ».

On télégraphie en outre de Rome que le Pape vient d'envoyer un télégramme de félicitations au Président de la République. Le cardinal Rampolla aurait fait remarquer que la lutte est aujourd'hui établie entre les adversaires et les partisans de la République. Et il aurait annoncé qu'une lettre pontificale adressée aux évêques français viendrait sous peu rappeler aux catholiques le désir qu'ils prouvent le Pape de les voir soutenir le gouvernement établi.

Il semble démontré par ces manifestations que l'Eglise et les catholiques eux-mêmes refusent leur appui et leur enthousiasme aux personnes excitées dont le patriotisme coûte un chapeau à M. Loubet. Nous devons donc nous résigner à apprendre un de ces jours, par la voie des journaux nationalistes, que le Syndicat, par un suprême effort, s'est décidé à acheter la Cour de Rome et le Collège des cardinaux. Cela devait arriver. Après avoir soudoyé l'Institut, les professeurs, la presse bien entendue, les Cours étrangères et celle de cassation, qui a dû coûter fort cher puisqu'elle a marché à l'unanimité, le Syndicat devait s'agréer la plus haute autorité morale qui existe ici-bas.

C'est fait. On n'a pas de données bien précises sur le prix ; mais les personnes bien informées prétendent que c'est très salé.

Maintenant, pour parler sérieusement, il ne faudrait pas s'étonner que le Saint-Père, avec les sources d'information dont il dispose, ait perçu du premier coup cette hypocrite supercherie qui a transformé le cri de « Vive l'armée ! » en une injure contre l'ordre civil en général et contre la magistrature en particulier.

Il me semble que les monarchistes d'autrefois doivent être un peu humiliés de voir ce qui est sorti des enfers qu'ils ont couvés. Nous étions habitués jadis à dire la vérité, même quand elle allait contre nos intérêts. Et l'on n'eût pas certainement admis le mensonge qui eût consisté à crier : « Vive l'armée ! » pour abattre la République, autour de ce chevaleresque Comte de Chambord que j'ai servi, autour de ce grand honnête homme qui préféra mourir en exil plutôt que de laisser planer le moindre nuage sur son programme et sur son intention bien arrêtée de ne rentrer en France qu'avec ses idées et son drapeau.

On ne cabotinait pas dans le parti en ce temps-là. Et quand on voit le succès de la méthode opposée, l'on est guéri de toute velléité de repentir. — J. CORNÉLY.

### A Travers Paris

Est-il vrai que le commandant Hartmann ait été, avant sa déposition devant la Cour, l'objet d'une pression de la part de son colonel, qui aurait cherché à le détourner de témoigner dans le sens qu'il avait résolu ?

Est-il vrai qu'après la publication que nous avons faite de cette déposition le commandant ait été à nouveau l'objet d'observations assez vives sur le rôle joué par lui dans cette affaire et ait eu à subir le reproche d'avoir mal agi vis-à-vis de ses camarades de l'armée et de ses chefs ?

Ces faits paraissent tellement surprenants qu'ils méritent confirmation.

Le capitaine Mangin, de la mission Marchand, qui était resté quelques jours à Toulon avec la compagnie sénégalaise, est arrivé hier matin à Paris. Il a été reçu quelques heures plus tard par M. Lockroy, ministre de la marine.

M. le capitaine de frégate Viaud (Pierre Loti) est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et placé hors cadres.

Toute la Russie fêtait solennellement le centenaire de naissance du grand poète national Pouchkine, sur l'initiative de M. le prince Ouroussoff, ambassadeur de Russie, un service religieux pour le repos de l'âme du fondateur de la poésie russe aura lieu à l'église de l'ambassade de Russie demain vendredi, à onze heures du matin.

M. le prince d'Arenberg a commencé à lancer les invitations pour l'inauguration de la statue monumentale de Ferdinand de Lesseps à l'entrée du canal de Suez. L'œuvre magistrale de Frémiet, que l'on a depuis plusieurs semaines mise à la fonte, en sortira le 15 août prochain.

L'inauguration doit avoir lieu en Egypte le 28 octobre, trentième anniversaire de l'ouverture du canal de Suez.

La vente où furent dispersés des objets mobiliers provenant de la succession Valençay, vente dont le succès eut un retentissement extraordinaire, sera suivie de plusieurs autres qui auront lieu l'automne prochain à Paris. Les quatre jours de vacation du mois de mai étaient, en effet, insuffisants pour les collections si rares et si variées réunies soit à Valençay, soit à Sagan.

M. Imbert, administrateur judiciaire de la succession, et M. Le Marquis, représentant du prince de Sagan, sont partis hier pour la principauté de Sagan, à l'effet de préparer les prochaines ventes.

La première, fixée au commencement de novembre, comprendra une collection de cent vingt tableaux environ, parmi lesquels un Watteau que l'on dit admirable, et une très importante suite de tapisseries des Gobelins qui furent données à Talleyrand par Napoléon I<sup>er</sup>.

Ces tableaux et ces tapisseries ornent actuellement le domaine de Sagan.

Vers la fin de novembre on fera une nouvelle vente de tableaux et de meubles provenant de Valençay. Il y aura là, à ce qu'on assure, d'agréables surprises pour les amateurs du style Empire. La bibliothèque, la très belle collection de gravures comprenant entre autres tous les cartons de Raphaël, l'argenterie et les pièces d'orfèvrerie du domaine de Sagan donneront également lieu à des vacations.

C'est aujourd'hui que commence à la galerie Georges Petit la vente de l'importante collection d'objets d'art et de haute curiosité laissée par feu M. Charles Stein. Les enchères seront dirigées par M<sup>re</sup> Paul Chevallier, assisté de MM. Mannheim et Féral, experts.

Si l'on en juge par la foule qui visita l'exposition et par l'admiration unanime éveillée par un grand nombre de pièces, il est probable que les prix d'adjudication atteindront à une cote inhabituelle : nous les rapportons ici, pour les amateurs qui nous lisent.

### JEU DE BARRES

En voulez-vous des mots en bar ? On peut dire qu'il en foisonne. C'est d'abord le conseiller Bard qui nous apparaît en personne.

En dépit de cris furibards, Dans l'affaire enfin terminée, Nous trouvons le fameux Guénée, Alias « l'homme des grands bars ».

Dans leur marche vraiment épique, On sait combien eurent de mal Marchand, Baradier, en Afrique, Pour franchir le Bahr-el-Ghazal.

Nous avons, pour clore la liste, A défaut du nom de Jean Bart, Dont l'absence à la rime est triste, L'avocat général Lombard.

### ENVOI

Pilote, tenez bien la barre, Pour ne pas, sous l'œil du barbare, Voir écloquer quelque chambard Dont rougirait le Malabar !

Champignol.

M. Daniel Dupuis, le graveur de notre nouveau monnaie de bronze, vient de faire don à la Monnaie de soixante-trois dessins à la plume, au crayon et à la sanguine, études et croquis qui ont servi à la recherche du modèle définitif du décime qui est aujourd'hui dans la circulation.

Cette série très curieuse, qui montre le travail considérable qu'exigent les premières préparations d'une monnaie, a été classée dans deux vitrines de la salle du musée du quai Conti réservée aux médailles modernes, et elle sera exposée dès aujourd'hui pour le public.

### INSTANTANÉ

#### PIERRE VIDAL

Une silhouette bien connue dans Paris, surtout dans les endroits de Montmartre où on s'amuse. Le monocle à l'œil, le carnet à la main, il prend sur le vif les types dont il remplit les nombreux ouvrages qu'il illustre. C'est le côté intéressant de son talent, de faire sentir l'observation de la vie qu'il dépeint. Dans son atelier de la rue Tourlaque, il coordonne tous ses renseignements puisés à longueur de soirée pour en faire ses vivantes illustrations qui, depuis le *Paris qui crie*, le *Paris qui consomme*, la *Femme à Paris*, la *Vie des boulevards*, vont jusqu'à son dernier volume : la *Vie à Montmartre*.

Attaché au cabinet des estampes, il l'a quitté pour s'adonner complètement à ses travaux d'art, poursuivant toujours dans un travail acharné l'idée du mieux, en véritable artiste qu'il est.

Contrairement à ce qui a été dit, la Ville de Paris ne reportera nullement à son budget des beaux-arts de l'année prochaine la somme qu'elle avait réservée pour ses achats au Salon de 1899.

Cette somme n'est point d'ailleurs seulement d'une soixantaine de mille francs, comme on l'avait prétendu, mais bien de quatre-vingt mille francs, pour les acquisitions en peinture et sculpture.

Pour couper court à tous les bruits, la Commission des beaux-arts a décidé de se réunir dès demain vendredi à la galerie des Machines et d'y faire son choix dans les deux Salons.

Le faubourg Saint-Germain ne veut pas laisser à la seule aristocratie étrangère le mérite de donner aux salons de l'Elysée-Palace-Hôtel comme un parfum de *Gotha*.

Hier, c'était le marquis et la marquise de Clermont-Tonnerre qui y réunissaient quelques amis. Citons au hasard :

Duchesse de La Rochefoucauld, comte et comtesse de Périgord, duc et duchesse de Brissac, marquis et marquise de Mun, comte et comtesse de Quelen, comte et comtesse A. de Chabrian, comte Robert de Villeneuve, comte Antoine Sala.

Depuis que la Direction a inauguré, à l'hôtel Ritz, les dîners dans le coquet jardin Trianon, la société élégante s'y donne rendez-vous tous les soirs.

Il est vrai qu'on y jouit d'un confort inconnu jusqu'ici dans les établissements où l'on mange en plein air, puisque, outre la cuisine exquise et le service raffiné, on est à l'abri du bruit et de la poussière de la rue.

Remarquons parmi les dîneurs :

Prince et princesse Bariatinsky, duc de Croÿ, comte d'Onizmont, comte et comtesse Potocky, baron et baronne de Gunzbourg, M. Artigue, M. et Mme A. Pénard, lord et lady Petre, M. de Haupick, l'amiral Baldwin, prince et princesse Duleep-Singh, etc., etc.

Il est de tradition que, le soir du Grand Prix, tous les Parisiens et tous les étrangers se réunissent au Jardin de Paris. La fête de nuit de dimanche prochain sera splendide et se terminera par un brillant feu d'artifice.

### Hors Paris

Le capitaine Dreyfus a été remis lundi soir à cinq heures — quarante-huit heures après le prononcé de l'arrêt — entre les mains des autorités militaires, à l'île Royale.

Sa santé semble bonne, malgré une très grande fatigue.

Il a donc quitté l'île du Diable, la quelle, comme on le sait, avait été installée en « enceinte fortifiée » pour répondre aux termes mêmes du jugement du 22 décembre 1894.

C'est aujourd'hui que le prisonnier embarque sur le *Sfax*, dont le départ est imminent.

De notre correspondant de Lyon :

« Un rédacteur du *Lyon républicain* a été reçu, à Mâcon, par le commandant Marchand. Ce dernier est navré de la situation qui lui est faite. Il désirait beaucoup rester à Paris à vivre de la vie du boulevard, après trois années passées dans la brousse ; or, il est en quelque sorte obligé de rester à Mâcon. »

« — Je me souviens bien respectueusement aux volontés des ministres, dit-il. Pas plus que moi, ils n'ont créé ou provoqué les incidents ou manifestations survenus, bien à mon insu et contre mon attente, à l'occasion de mon arrivée ; mais je ne puis me défendre des sentiments qui m'assaillent et qui sont la conséquence de ma situation actuelle. Je demande à être libre de me mouvoir et de vivre un peu silencieusement, mais à ma guise. »

Le transatlantique américain *Paris*, dont nous avons annoncé il y a quinze jours le naufrage sur les îles Manacles, à l'entrée de la Manche, est décidément abandonné aux assureurs.

Jusqu'ici toutes les tentatives faites pour renflouer le paquebot ont échoué. Mais les Compagnies d'assurance — elles sont quarante intéressées, dont quinze américaines — espèrent aboutir à un résultat meilleur. Actuellement on fait sauter les rochers sur lesquelles le *Paris* est venu s'encastrer ; après quoi un nouvel effort sera tenté. En cas d'insuccès, les assureurs feront démolir l'épave, de façon à tirer le plus d'argent possible de ses débris, de ses machines et autres appareils.

### De Palerme :

« Le duc et la duchesse d'Orléans ont visité Malte à la fin de la semaine dernière, avant de venir à Palerme. Ils sont repartis aujourd'hui, à bord de leur yacht *Maroussia*. »

Avec leurs nouveaux bains et leurs constructions complémentaires, les Grands Thermes de Dax ont une physionomie bien à part dans la grande famille des Etablissements français. Ils procèdent d'une méthode scientifique rigoureuse, comme les Etablissements similaires d'Allemagne où l'hôtel et les bains ne font qu'un ensemble, qu'un, tout en semblant séparés.

### Nouvelles à la Main

A l'arrivée des voitures du Dépôt, dimanche dernier, au passage d'Auteuil : — On ne pourra plus dire désormais : « les paniers à salade », car ce sont de véritables paniers d'Hozier !

Un manifestant comparait devant le commissaire et protestait vivement contre son arrestation.

— Au moment de la bagarre, dit-il, j'étais tranquillement dans un coin, en train de causer... — Parfaitement !... A bâtons rompus !

### Au café, entre consommateurs :

— Alors, c'est aujourd'hui que Dreyfus doit embarquer sur le *Sfax* ? — Oui. En quittant l'île du Diable pour aller à Rennes, il pourra s'écrier : « Que cette île est vilaine ! »

### Le Masque de Fer.

### Suites du scandale d'Auteuil

### A L'ÉLYSÉE

Le Président de la République a reçu, ce matin, le président et les membres du bureau du Conseil général de la Seine, qui lui ont exprimé leurs sentiments de respectueuse







## Campagne d'Auteuil

PAR HERMANN-PAUL

Levard Saint-Germain, boulevard Saint-Michel (à droite), place Saint-Michel, pont au Change, place du Châtelet (à gauche), avenue Victoria (à droite), place de l'Hôtel-de-Ville (à droite devant l'Assistance publique, pour repasser devant la façade de l'Hôtel de Ville), rue de Rivoli (à gauche), place du Palais-Royal, rue Saint-Honoré (à gauche), place du Théâtre-Français, avenue de l'Opéra, rue de la Paix, place Vendôme (à droite), rue Castiglione, rue de Rivoli (à droite), place de la Concorde, Tuileries. — Rentrée.

2<sup>e</sup> journée. — Tuileries (départ), place de la Concorde (à gauche), boulevard Saint-Germain, rue de Rennes, boulevard Montparnasse (à gauche), boulevard du Port-Royal, boulevard Saint-Marcel, boulevard de l'Hôpital, place Valhubert, pont d'Austerlitz, boulevard de la Bastille, place de la Bastille (à droite), boulevard Beaumarchais, boulevard des Filles-du-Calvaire, boulevard du Temple, place de la République (à droite), boulevard Magenta, rue Lafayette (à gauche), rue Halévy, boulevard des Capucines (à droite), boulevard de la Madeleine, rue Royale, place de la Concorde, Tuileries (rentrée).

Et maintenant, il ne nous reste qu'à souhaiter à la Société des fêtes de Paris un succès complet et de grosses recettes dont profiteront les pauvres de Paris, au profit desquels elle a été reconstituée.

Georges Rip.

PAIN GRILLÉ JACQUET, 22, rue Richelieu  
CONTRE LES MALADIES D'ESTOMAC ET L'OBESITÉ

## L'ALLEMAGNE DANS LE PACIFIQUE

L'Espagne vient de céder à l'Allemagne les îles Carolines, Mariannes et Palaos, moyennant une somme de vingt-cinq millions de pesetas.

L'Espagne se réserve pour elle-même dans chacun des trois groupes d'îles, un dépôt de charbon, dont l'emplacement sera ultérieurement désigné et dont l'Allemagne s'engage à prendre la défense à perpétuité.

Voilà donc la pauvre Espagne dépouillée des dernières de ses possessions d'outre-mer. Si l'on excepte un petit coin de terre sur la côte marocaine, il ne lui reste plus rien de cet empire colonial immense qui fit jadis sa gloire et aussi sa fortune. Elle n'est plus désormais qu'une puissance continentale.

Et comme elle est loin du jour mémorable où elle refusait ces mêmes îles Carolines aux convoitises du prince de Bismarck et où l'arbitrage de Léon XIII lui permettait de les garder.

L'Allemagne, par contre, qui, depuis vingt ans, cherche à prendre pied dans les pays lointains pour faire rayonner son influence et accroître sa puissance, acquiert par cette cession, dans le Pacifique, des points stratégiques importants dont elle saura tirer grand profit.

L'archipel des Carolines est très considérable, puisqu'il ne comprend pas moins de 650 îles ou îlots. Beaucoup ne sont que des récifs de corail. Mais il en est quelques-unes qui sont plus hospitalières. La population n'y dépasse pas 30,000 âmes.

Les îles Mariannes ou Ladrone, situées au nord des Carolines, sont d'origine volcanique. On y trouve des mouillages commodes. Mais l'île principale, celle de Guam ou Guajam, qui a pour capitale San Ignacio de Agaña, ayant été occupée par les États-Unis pendant la guerre avec l'Espagne et cédée régulièrement depuis à l'Union, l'Allemagne n'en prendra pas livraison. Cette île compte, à elle seule, 7,000 habitants sur les 9,000 de l'archipel.

Quant aux îles Palaos, elles sont de peu d'importance. Leur population est de 10 à 12,000 habitants.

Marc Landry.

## Autour des Chambres

Un Comité de défection

Les délégués des groupes républicains de l'une et de l'autre assemblée n'ont pas perdu de temps : ils se sont rendus hier matin au ministère de l'intérieur, où ils ont eu avec le président du Conseil une conversation qui s'est prolongée pendant près de deux heures et dont la note suivante, quoique un peu officieuse, ne donne qu'un vague aperçu :

Ce matin, à dix heures, M. Charles Dupuy a reçu au ministère de l'intérieur une délégation composée de MM. Guyot, Desmoulin, Laiche et Monis, délégués des groupes de gauche du Sénat, et de MM. Sarrien, Pelletan et Isambert, délégués des groupes de gauche de la Chambre.

Après avoir échangé leurs vues sur la situation politique, MM. les délégués et M. le président du Conseil ont reconnu d'un commun accord que cette situation comporte une vigilance particulière.

Le président du Conseil, en remerciant les délégués de leur démarche, faite dans un sentiment de cordialité républicaine, leur a donné l'assurance que, dans tous ses actes, le gouvernement continuera à s'inspirer comme eux-mêmes de l'intérêt de la République.

Montrons-nous moins discrets.

En voyant arriver cette escouade parlementaire, M. Charles Dupuy, arrondissant le dos, sa large figure encore un peu plus élargie par un aimable sourire, la main tendue, s'est précipité au-devant des visiteurs et leur a demandé, avec son habituelle bonhomie, quel bon vent les amenait dans les parages de la place Beauvau.

— Nous venons, monsieur le président, attirer votre attention sur une situation qui nous semble grave et vous demander si vous êtes en mesure d'opposer l'armée de l'ordre à l'armée du désordre.

— Assurément.

— Avez-vous des mesures arrêtées ?

— Sans aucun doute ; mais ne sauriez-vous m'en indiquer quelques-unes ?

— Ce n'est pas notre rôle. L'initiative appartient à l'exécutif et non au législatif. C'est donc à vous seul qu'il appartient d'agir. En ce qui nous concerne, notre mission se borne à vous dire que la France a besoin d'un gouvernement fort, d'un gouvernement résolu à tout remettre en place, hommes et choses, à redresser certains courages tordus ou faussés, à faire respecter la République et son Président.

— Je suis républicain !

— Parfaitement, mais ne pensez-vous pas que M. Bertrand, par exemple, pourrait faire preuve de plus d'énergie ? qu'il est fâcheux de voir les accusés usurper la direction des débats, certains témoins transformer la barre en tribune de club,

et le public se livrer aux manifestations les plus tapageuses ?

— Je suis un bon républicain !

— C'est entendu, mais M. Feuilletoy ne vous paraît-il point avoir joué un rôle bizarre dans un des procès d'Esterhazy ? Et votre police, autrefois si pleine d'entrain, ne vous semble-t-elle pas un peu plus flottante et molle ?

— Je suis républicain !

— Certes ! mais M. Lemerrier, qui instruit l'affaire d'Auteuil, ne vous est-il pas connu comme un nationaliste très militant, et ne comprenez-vous pas qu'il est en train de vous couvrir de ridicule ?

— Je ne suis pas ridicule le moins du monde ; je suis républicain !

— L'un n'empêche pas l'autre. Vous avez dénoncé l'autre jour, à la tribune du Palais-Bourbon, un grand complot ; or un grand complot suppose de nombreux conspirateurs. Ils étaient au début une cinquantaine ; grâce à M. Lemerrier, les voilà réduits à quatre : ce n'est plus une conspiration, c'est un quadrille.

Et puis, trouvez-vous convenable que les détenus de la Conciergerie fassent couler à flots le champagne ? Enfin, que savez-vous du duc d'Orléans ?

— Qu'il est à Naples. J'ai vu ce matin une dépêche qu'on lui adressait dans cette ville.

— Cela ne prouve pas grand-chose ; mais passons. Pour quel motif avez-vous chargé le capitaine Tavernier, qui a instruit l'affaire du petit bleu contre le lieutenant-colonel Picquart, d'instruire l'affaire du Paty de Clam ?

— Le capitaine Tavernier est un très bon républicain et je profite de cette occasion pour ajouter, afin de répondre à certains bruits malveillants, que le général Zurlinden est, lui aussi, un excellent républicain.

— Comme vous.

— Prosquez. Laissez-moi encore vous dire qu'aucun des officiers dont les noms furent prononcés à l'occasion de l'affaire Dreyfus n'assistera à la revue du 14 Juillet.

— Nous devons vous faire savoir, sans y attacher une trop grande importance, qu'un de nos collègues du Palais-Bourbon vient de recevoir une lettre assez curieuse. Son correspondant affirme avoir entendu un colonel de la brigade du général Rogét tenir, dans un salon, le propos suivant : « Nous avions tous les yeux fixés sur l'épée du général Rogét, n'attendant qu'un signe pour le suivre. »

— C'est fort intéressant ; je vais prendre cela en note.

— Bien ; mais que comptez-vous faire ?

— Je vous l'ai déjà dit : je suis républicain ; j'ajoute que je suis vigilant.

La conversation a pris fin là-dessus, et les délégués sont partis en emportant de vagues promesses.

Il s'est tenu de nouveau vers cinq heures, au Luxembourg, en compagnie de divers représentants des groupes républicains.

On s'est mis rapidement d'accord pour ne pas accorder une valeur excessive aux promesses de M. Charles Dupuy, car s'il montre une très grande facilité à tout promettre, il lui coûte moins encore de ne rien tenir. Ce jugement, d'ailleurs sévère, n'est pas de nous ; notre confiance et notre admiration pour ce ministre nous interdisent une pareille irrévérence.

Quelques hommes pressés, M. Pelletan entre autres, auraient voulu interrompre tout de suite ; mais comment ouvrir une crise qui, vraisemblablement, ne serait pas fermée avant dimanche ?

Sans doute, les sénateurs se montrèrent très résolu ; mais ils ne veulent renverser le ministère qu'à leur jour et qu'à leur heure. « Le moment venu, ont-ils dit, nous sommes deux cent cinquante qui lui signifions, brutalement au besoin, son congé. » Le Sénat, croyons-nous, laisserait volontiers à la Chambre le soin et l'honneur de cette opération violente. La Chambre ne verrait aucun inconvénient à s'en remettre au Sénat ; si bien que l'une et l'autre ressemblent à ces personnes trop polies qui, sur le seuil d'un salon, échantonnent le dialogue :

— Après vous, monsieur.

— Monsieur, je n'en ferai rien.

Après quoi, elles entrent de front. C'est la main dans la main que sénateurs et députés paraissent devoir marcher contre le ministère.

De là ce Comité de surveillance, qui est surtout un Comité de méfiance. A en croire ceux qui en font partie, ils remplissent l'office du corset chez ces dames peu sûres d'elles-mêmes qui ont besoin d'un busc. Mais ils se moquent de nous avec leur damo mère et leur busc ; ils s'en moquent encore lorsqu'ils nous communiquent ce lambeau de procès-verbal :

Les représentants des groupes républicains du Sénat et de la Chambre, après avoir entendu le compte rendu de la visite faite par leurs délégués auprès du gouvernement, les ont remerciés et, affirmant à nouveau leur étroite union, se sont ajournés à samedi pour délibérer.

Si M. Charles Dupuy écoutait aux portes, il pourrait dire : « On ne parle ici que de ma mort. » Le fait est qu'on se préoccupe moins du ministère d'aujourd'hui que du cabinet de demain. Sénateurs, députés estiment que la situation est trop grave pour qu'une crise se prolonge ; il faut, selon eux, que M. Dupuy soit remplacé sur l'heure, et lorsque les portefeuilles seront distribués, le ministère actuel tombera comme ces fruits trop mûrs qui vous restent dans la main aussitôt qu'on les effleure.

Tenez-vous à savoir que le groupe de Courbevoie s'est réuni et que son importance M. Georges Berry s'est confié la mission de questionner aujourd'hui le gouvernement ? La chose est sans gravité ; aussi nous bornons-nous à détacher de la lettre qu'il écrit au président du Conseil cette simple phrase : « On annonce, pour dimanche, une manifestation en l'honneur de M. Loubet ; quelle mesure comptez-vous prendre pour empêcher cette mobilisation de l'armée du désordre ? »

Paul Bosq.

## REVUE DES JOURNAUX

La Petite République annonçait, hier matin, que l'allusion faite par M. Dupuy à un complot royaliste, dans son discours sur les incidents d'Auteuil, était basée sur une équivoque nouvelle du duc d'Orléans. D'après notre confrère, le prétendant se cachait, depuis samedi, chez le comte d'Harcourt, aux Champs-Élysées, ne sortant que la nuit — et déguisé, encore !... Il aurait gagné Paris par la Seine, à bord d'un bateau de la « Compagnie Burnet and Sons » et, de Suresnes, une équipe de canotiers, composée d'hommes et même de femmes, l'aurait conduit au cercle de Puteaux. Pour le coup de force qui, de là, aurait été dirigé, le duc d'Orléans, s'il faut en croire notre

confrère, « se flattait d'avoir acquis le concours de plusieurs généraux mêlés directement ou indirectement à l'affaire Dreyfus. »

Si invraisemblable que fût ce récit, un certain nombre de journaux ont tenu à le vérifier. Ils ont été vite rassurés. Chez le comte d'Harcourt, qui demeure rue Malignon, on a répondu à l'un d'eux « que le comte d'Harcourt est officier, en garnison à Lisieux ; qu'il n'est pas venu ces jours-ci et que son appartement est vide ». A la Préfecture de police et au ministère de l'intérieur, on a souri de cette information sensationnelle.

D'autre part, la dépêche de Palerme que nous publions plus haut montre que le duc d'Orléans fait actuellement une croisière dans la Méditerranée.

Signalons tout particulièrement dans le dernier numéro de la Revue encyclopédique un bel article de M. Louis Coquelu sur « Racine et Port-Royal », où l'auteur nous montre la forte empreinte gardée par le poète tragique de son passage à l'école des Granges. Cet article est accompagné de curieuses reproductions photographiques et d'autographes intéressants de Racine.

Dans le même numéro, il faut citer encore, parmi nombre de pages d'un attrait varié, l'étude de M. Henri Coupin sur les « Musiciens de la nature », oiseaux, grenouilles, insectes, etc. Notre confrère a eu la patience de recueillir, pour les intercaler dans son texte, les notations approximatives du chant du rossignol, du coucou, de la caille, de la grive, du loriot, de l'alouette, etc., et de quelques insectes. On arrive bien ainsi à reproduire la succession des notes avec leur hauteur et leur intensité ; mais le timbre, c'est-à-dire ce qui donne au chant son caractère particulier, est composé d'un si grand nombre de sons, qu'il a été jusqu'à ce jour impossible de l'imiter.

Notons également, dans la partie politique de la Revue encyclopédique, les pages très documentées de M. Marcel Paisant sur le mouvement politique et économique en Belgique.

La Revue des Revues publie des pages étonnantes sur la façon dont se marient et meurent les pauvres Parisiens. Après avoir assisté à un nombre considérable de mariages et d'enterrements, « l'interviewé » les couples heureux, les veuves éplorées, les enfants en larmes ; consulté les prêtres et les fonctionnaires de l'état civil de la capitale, causé avec les croque-morts les plus joyeux et les mariés les plus tristes, M. Paul Gabillard nous dit combien il est difficile pour les pauvres de Paris de convoler en justes noces, et presque impossible de mourir décentement. Les âmes charitables ne manquent cependant pas à Paris :

Une bonne dame s'est vouée, à sa façon, à l'œuvre des mariages... Elle accorde aux pauvres, désireux de convoler, un pantalon et un veston...

Une campagne de presse s'engage en ce moment pour obtenir la suppression de certaines prescriptions surannées : consentement des parents, même pour les fiancés hexagénéaires, actes respectueux, etc... Enfin, toutes les difficultés sont aplanies et nous prenons les aspirants à l'union conjugale au moment où ils franchissent le seuil de la maison commune pour donner à leurs mutuelles promesses la consécration légale.

Pour les enterrements, la chose est encore plus navrante. Chaque année, presque la moitié des convois mortuaires

à Paris réclament la gratuité complète à l'administration des Pompes funèbres ! Or, l'on saisira toute la signification tragique de cette inéluctable nécessité, si nous rappelons que la taxe maxima pour les inhumations ne dépasse pas 14 francs !

Passons sur certains détails macabres et réclamez avec l'auteur des mesures de soulagement pour les pauvres, car c'est souvent des difficultés du mariage et des humiliations de l'enterrement que naissent beaucoup de rancunes du prolétaire contre le riche.

Le Liseur.

## NOTES D'UN PARISIEN

On vient de fêter, à la Comédie-Française, le 29<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Pierre Corneille. Et, pareillement, on n'oublie jamais, chaque année, de fêter l'anniversaire de la naissance de Molière et l'anniversaire de la naissance de Racine.

Rien de plus naturel, et la Comédie manquera à tous ses devoirs en ne le faisant pas. Sans vouloir offenser personne, elle n'a pas beaucoup d'auteurs, parmi les modernes, qui valaient ces trois-là, ni même un seul des trois.

Une chose m'étonne, cependant, dans tous ces anniversaires : c'est qu'on puisse encore, pour chacune de ces solennités, trouver des sujets d'a-propos. Il est d'usage, en effet, de commander, ces soirs-là, à un poète, un petit acte en vers relatant quelque épisode inédit de la vie de ces trois grands hommes. On trouve toujours le poète et, mieux que cela, on trouve toujours l'épisode. Qui se serait douté que l'existence de Corneille, et celle de Racine et de Molière eussent été si mouvementées ?

Et notez qu'il n'y a pas que la Comédie-Française qui commande des a-propos : il y a aussi l'Odéon. Cela fait pour chacun de nos trois grands poètes deux à-propos par an. Je voudrais bien savoir si l'on procède de la sorte, dans quelques centaines d'années d'ici, quand il s'agira de célébrer l'anniversaire de ceux de nos auteurs qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé.

Trouvera-t-on chaque année un poète assez ingénieux pour leur rendre hommage ? La question, par bonheur, ne se posera pas, et nous éviterons de pareils embarras à nos successeurs. Car ce n'est pas tout de faire des a-propos ; encore faut-il savoir en l'honneur de qui les faire...

E.

France qui commande des a-propos : il y a aussi l'Odéon. Cela fait pour chacun de nos trois grands poètes deux à-propos par an. Je voudrais bien savoir si l'on procède de la sorte, dans quelques centaines d'années d'ici, quand il s'agira de célébrer l'anniversaire de ceux de nos auteurs qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé.

Trouvera-t-on chaque année un poète assez ingénieux pour leur rendre hommage ? La question, par bonheur, ne se posera pas, et nous éviterons de pareils embarras à nos successeurs. Car ce n'est pas tout de faire des a-propos ; encore faut-il savoir en l'honneur de qui les faire...

E.

## BOÎTE AUX LETTRES

Paris, le 29 mai 1899.

A Mademoiselle d'Erincourt, fondatrice de l'Œuvre nationale « la Maison du Soldat ».

Mademoiselle,

A l'instant, je lis dans la Presse un article rendant compte de la fête organisée à Parisiana par le groupe du neuvième arrondissement de l'Union des femmes de France. J'y découvre une grave erreur commise à votre préjudice et je tiens à la rectifier immédiatement.

D'après cet article, notre Société aurait fondé la « Maison du Soldat », alors qu'en réalité nous sommes vos obligées, puisque vous voulez bien placer, sur notre recommandation, les rapatriés des colonies qui s'adressent à nous.

Mais la « Maison du Soldat » est assez connue pour que personne n'ignore que vous en êtes la seule fondatrice et que vous la soutenez de vos ressources et de celles de votre Comité.

Vous voudrez donc bien, mademoiselle,

agréer toutes nos excuses et les faire agréer par les membres de votre Conseil qui ne doutent pas, je l'espère, de notre sincérité et de nos vifs regrets.

Croyez, mademoiselle, à mes sentiments les meilleurs et les plus distingués.

La présidente de l'Union des Femmes de France,

E. KECHELIN-SCHWARTZ.

## L'EAU GAZEUSE SCHMOLL

Il est très prudent, avant de partir pour la campagne, de s'approvisionner d'une bonne eau de table. Nous conseillons l'eau Gazeuse Schmoll, eau de source stérilisée, très digestive et très rafraîchissante. La Société Parisienne des Eaux Gazeuses et Minérales, 20, rue des Quatre-Fils, livre, à partir de 20 bouteilles au prix de 25 centimes la bouteille, verre compris, et expédie par 50 bouteilles.

## Nouvelles Diverses

L'INCENDIE DE SAINT-DENIS

Un incendie épouvantable a éclaté hier, à cinq heures du soir, à la fabrique de cartons Henry Félix, 14, avenue de Paris, à Saint-Denis.

Cette usine, très importante, forme un immense quadrilatère de 6,000 mètres carrés, dont trois côtés seulement sont bâtis. Le bâtiment de droite sert à emmagasiner les matières premières, les bâtiments du fond contiennent les ateliers et les machines, le bâtiment de gauche est rempli de carton fabriqué.

C'est dans les matières premières que le feu a pris naissance. Il y avait là quatre-vingt-dix mille kilos de paille, plus de grandes quantités de vieux papiers et de chiffons. On juge avec quelle rapidité l'incendie s'est propagé. En quelques minutes, tout le bâtiment n'était qu'un immense brasier.

Les pompiers de Saint-Denis, sous les ordres du capitaine Richter, accoururent et essayèrent vainement d'arrêter la marche de l'incendie. Bientôt arrivèrent les pompes de l'île Saint-Denis, de la Courneuve, de Stains, de Montmagny, de Pierrefitte et six compagnies du 12<sup>e</sup> de ligne, en tenue de travail, mais l'ardeur du feu, qui avait gagné le bâtiment des marchandises, en face, était telle, qu'il fut impossible de rester dans l'espace compris au centre de l'usine et qu'il fallut contourner les bâtiments. L'eau, par bonheur, ne manquait pas ; deux petits cours d'eau, le Court et le Rayon coulaient l'usine.

Cependant, le danger était grand encore, à cause de la machine à vapeur dont l'explosion était à redouter. Avec un dévouement admirable, le mécanicien-chaudronnier, Frédéric Valentin, pénétra dans la chambre de chauffe, lâcha la vapeur et éteignit les feux.

Malgré l'aide de la pompe à vapeur de l'usine du générateur Belleville et de pompiers de la caserne Châteauneuf-Landon, mandés par téléphone, on a dû faire la part du feu, sacrifier les magasins et préserver seulement les ateliers.

Les dégâts sont considérables. Rien que dans les magasins, il y avait 900,000 kilos de carton ouvré qui ont été brûlés.

Il n'y a pas eu d'accident de personnes. Le service d'ordre a été fait par M. D'homme, commissaire de police.

LA CHALEUR

La chaleur anormale, si brusquement survenue, après quelques journées plutôt froides, commence à causer des accidents.

Vers trois heures, un chiffonnier nommé Jean Doublet, âgé de soixante-trois ans et demeurant 112, rue Championnet, est tombé en face de chez lui, foudroyé par une congestion cérébrale.

A cinq heures du matin, des gardiens de la paix ont arrêté un homme qui plantait des morceaux de bois dans le square de la Tri-



nit. Il leur a dit qu'il plantait des poteaux télégraphiques pour combler le fossé qui sépare la Seine et Saint-Yves (Creuse). C'est un nommé Jean-Louis Julliat, âgé de trente-huit ans, que la chaleur a rendu fou.

Un autre malheureux, Eugène Damoy, plombier, 43, passage Davy, attendait d'être transporté au cimetière par le soleil, s'est tiré trois coups de revolver dans la tempe. Il est marié et père de quatre enfants.

L'administration nous communique le premier avertissement suivant, adressé aux Parisiens :

La consommation de l'eau de source, que sa fraîcheur tend à faire utiliser trop souvent comme moyen réfrigérant, a augmenté dans une proportion considérable depuis le commencement de la période des chaleurs. Elle dépasse de beaucoup en ce moment la quantité fournie chaque jour par les aqueducs. Par suite, les réservoirs sont en forte baisse.

Afin de permettre aux réservoirs d'eau de source de reprendre leur niveau normal, les abonnés sont invités à limiter la consommation d'eau dans leurs immeubles, et, pour le faire efficacement, à fermer pendant toute la durée des chaleurs, de neuf heures de la nuit à cinq heures du matin, les robinets qui précèdent leurs compteurs.

Les consommateurs sont également invités à réduire l'usage de l'eau de source au strict nécessaire.

#### LES EXALTES

Vers une heure de l'après-midi, comme un détachement du 5<sup>e</sup> de ligne passait sur le boulevard Murat, un individu se planta en face de l'officier en criant : « A bas les galonnés ! A bas l'armée ! »

Arrêté, il a déclaré se nommer Casimir Dejour, âgé de vingt-trois ans, demeurant 8, rue Decrès.

L'inverse, maintenant. Vers trois heures, un individu parcourait la rue Simon-le-Franc, en criant : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » Un gardien de la paix avait voulu l'arrêter, l'individu s'est jeté sur lui, et a tenté de lui porter un coup de couteau.

Le forcené a été désarmé et conduit au poste par des agents venus au secours de leur camarade.

#### LES GRANDES TOURNÉES DRAMATIQUES

Les nommés Cazanet, Robillard, dit Armand, Gentil, dit Fulbert, et Albert, avaient fondé une Société dite « des grandes tournées dramatiques ». Ils demandèrent pour cela des caissiers et des régisseurs pour cautionnement.

Les cautionnements vinrent bien. Mais les grandes tournées dramatiques ne commencèrent pas... Sur la plainte des dupes, M. Martin, commissaire aux délégations judiciaires, a arrêté les quatre pseudo-directeurs.

#### Jean de Paris.

Mémoire. — Série de suicides : M. Rabier, concierge, 46, rue de Rambuteau, s'est pendu dans sa loge. Deux inconnus se sont, l'un coupé la gorge dans un établissement de bains à Saint-Denis, l'autre tiré un coup de revolver, aux effusions, un employé de commerce, Armand Jourdan, s'est pendu chez lui, 42, rue Véron.

#### J. de P.

### AVIS DIVERS

Il EST DÉMONSTRÉ aujourd'hui, grâce aux immortelles découvertes de Pasteur, que l'eau est le véhicule du microbe des maladies typhiques. C'est ce qui explique la recrudescence marquée de la fièvre typhoïde pendant les chaleurs.

Le moyen tout indiqué, pour se préserver, est de faire usage d'une eau naturelle qui, fraîche, limpide et légèrement alcaline, soit en même temps très agréable à boire.

Ce minimum de qualités indispensables, quelle que soit la source, nous la trouvons dans l'ÉVIAN-GROTTE qui se boit dans le monde entier (Dépôt, 23, Chaussée d'Antin).

Après le repas, prendre un verre de MOKATINE

**LES ANALYSES MÉDICALES** (urines, crachats, sang, etc.) exigent un outillage perfectionné et une grande science. Elles sont exécutées d'une façon irréprochable dans **LE LABORATOIRE MODÈLE DE LA PHARMACIE NORMALE** rue Drouot, 19

EXTRACTION et pose de dents sans douleur, DUCHESNE et son docteur, 45, rue Lafayette.

IENT OBSCURCI redevient clair instantanément avec le **DUVET DE NINON**, poudre de riz de la Parfumerie Ninon, 31, rue du 4<sup>7</sup> bis.

### A L'HOTEL DE VILLE

Le nouveau président du Conseil général, le docteur Piettre, a ouvert hier la séance en prononçant un long et violent discours dont le manque de place ne nous permet de citer que ce passage :

Vous ne pardonnerez pas, messieurs, à votre président, dans les circonstances que vous savez, d'avoir la séance sans protester de toutes ses forces, au nom de tous les républicains de cette assemblée, contre l'odieuse tentative commise contre le très estimable et très vénéré Président de la République, en présence des représentants de nations étrangères. Des gens qui se disent royalistes ont tenté d'amoindrir la France et la République dans la personne de son Président...

Immédiatement après ce discours, M. Léon Barhier a déposé — appuyé par tous ses collègues de la banlieue — l'ordre du jour suivant :

Le Conseil général de la Seine. Protestation avec indignation contre les outrages et l'insulte adressés au docteur Piettre, premier magistrat de la République, à l'objet le plus absolu, à l'heure, et affirmant son dévouement absolu aux institutions républicaines.

Prie M. le Préfet de la Seine d'agréer l'hommage de son respect et de son entière confiance en sa fermeté pour la défense de la République et de la loi.

M. Baudouin ajoute que l'acte inqualifiable commis envers le Président de la République soulève une légitime indignation dans tout le pays.

Il demande le scrutin sur l'ordre du jour de M. Barhier.

Cet ordre du jour est adopté à l'unanimité par 65 voix.

M. le préfet de la Seine déclare qu'il a un devoir bien doux à remplir :

J'ai à remercier le Conseil général de la délibération qu'il vient de prendre.

Ce témoignage de respectueuse sympathie, s'ajoutant à celui que le Conseil municipal de Paris a adressé lundi au Président de la République, fera aisément oublier au premier magistrat de la République une manifestation aussi coupable que grossière et dont le seul résultat pratique aura été de rendre plus odieuse l'insulte à tous les républicains autour du chef de l'Etat. (Applaudissements.)

M. Laurent, secrétaire général de la Préfecture de police, associe M. le préfet de police aux sentiments du Conseil général.

J'ai l'honneur d'adresser l'expression du respect et du dévouement de tous les fonctionnaires et agents de la Préfecture de police à M. le Préfet de la Seine, et à tous les fonctionnaires de la République, qui est la plus haute personnification de la patrie, le chef de l'armée nationale, et dont toute la vie, comme la sienne, est consacrée au service de la République.

M. Faillat rappelle que, le Conseil ayant toujours fait preuve de ses sentiments d'humanité vis-à-vis des malheureux, il y a lieu pour lui de féliciter M. Magnaud, président du Tribunal de Château-Thierry, qui a fait acquitter une femme accusée d'avoir dérobé un pain pour nourrir son enfant, et un orphelin.

lin de dix-sept ans qui avait mendié pour manger.

Le Tribunal de Château-Thierry s'est inspiré des sentiments philosophiques de la Révolution française, et son interprétation de la loi doit servir d'exemple aux autres magistrats. Le groupe socialiste de la Chambre a demandé une modification à un sens plus humanitaire des articles 64 et 469 du Code pénal.

Le propos du Conseil d'adopter un vote pour que cette modification soit régularisée par une loi dans le plus bref délai.

Le Conseil vote l'urgence et adopte le vœu présenté par M. Faillat.

M. Gibert, de Saint-Mandé, pose une question relative à l'exécution des lignes de tramway de pénitence.

D'après le cahier des charges pour les lignes de tramway déclarées d'utilité publique le 30 mars dernier, les concessionnaires devaient déposer leur devis et projets le 31 mai et commencer les travaux le 1<sup>er</sup> août.

Il paraît que quelques concessionnaires ont fourni leurs projets dans le délai prescrit, mais d'autres sont en retard. Quelles mesures va prendre l'administration ?

M. le directeur des affaires départementales répond que la plupart des concessionnaires se sont mis en règle. Pour les autres, des suris de cinq, dix et vingt jours au maximum ont été accordés. Malgré cela, tout sera en état parce que les conférences pour l'examen des projets fonctionnent déjà et que l'accord s'établit avec le service municipal.

M. Grébaud insiste pour que le préfet de la Seine exige que tous les services de la Ville, et notamment celui des ingénieurs, prêtent le concours le plus actif à l'exécution des travaux des lignes de pénitence dans la partie intra muros.

Henri Hamois.

### Gazette des Tribunaux

CHAMBRE CORRECTIONNELLE : Les procès de presse. — TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE : Les manifestants du 1<sup>er</sup> juin. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

M. Urbain Gohier et trois de ses collaborateurs de l'Aurore poursuivent, hier, devant la 3<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, le gérant du Petit Journal, M. Lasseur, et M. Judet pour un article dans lequel ils étaient accusés de faire partie du « Syndicat de Trahison ».

L'article n'étant pas signé, M. Judet a été mis hors de cause ; mais, après une brillante plaidoirie de M. Lasseur, le Tribunal a condamné M. Lasseur à 5,000 francs de dommages-intérêts envers chaque rédacteur visé.

M. Ménard défendait le Petit Journal.

\*\*\*

Plusieurs manifestants qui, le 1<sup>er</sup> juin, poussaient des cris variés devant le Cercle militaire où l'on faisait le retour du commandant Marchand ont comparu, hier, en simple police.

Ils ont été condamnés à des peines de trois et cinq jours d'emprisonnement et de 5 à 15 francs d'amende, en vertu du paragraphe 8 de l'article 479 du Code pénal concernant le tapage nocturne.

Dans trois affaires, concernant MM. Maurice Rubier, René Ledet et Jean Girard, le jugement a été remis au 15 juin.

\*\*\*

Mme Réal, dont le mari a trouvé la mort dans la catastrophe de la Bourgoigne, vient d'assigner devant la 1<sup>re</sup> Chambre civile la Compagnie transatlantique à qui elle réclame une indemnité de deux cent mille francs.

M. Coulon représente la plaignante et M. Pouillet la Compagnie.

Le jugement sera rendu à une date ultérieure.

George Grippon.

### Informations

A l'Élysée. — Le Président de la République a reçu hier matin : M. de Montbel, ministre de France à Tanger ; le général de Semailson, François, intégrant général ; Moron, directeur de l'Office du travail ; Picanon, inspecteur des colonies ; Sarret, avocat général à la Cour de cassation ; A. Mézières, député, président, et le bureau de l'Œuvre de l'orphelinat de l'enseignement primaire ; les préfets de la Vendée et de la Lozère, et Lenglé, ancien député.

M. Loubet a reçu également M. Dubochet, député, qui lui a présenté M. Rivran, président, et M. Crouan, membre de la Chambre de commerce de Nantes.

Enfin, MM. Thullier, président ; Muteau, député, secrétaire général, et les membres du bureau de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, sont venus remettre au Président de la République le volume des travaux et publications de la Société pour l'exercice 1938.

Légion d'honneur. — M. le général de division Chichonneau, baron de Lavalette, commandant l'artillerie de la place et des fortifications de Paris, a été élevé à la dignité de grand-officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

M. le général de brigade de Chalendar, commandant la 2<sup>e</sup> brigade de cuirassiers, a été promu au grade d'officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Sont également promus ou nommés dans la Légion d'honneur :

Au grade d'officier : le capitaine de frégate Pichon et le lieutenant de vaisseau Pinel (faits de guerre à Madagascar).

Au grade de chevalier : les enseignants de vaisseau Bouchard, Clément, et le médecin de 1<sup>re</sup> classe Vallot (faits de guerre à Madagascar).

Dans les ministères. — Le ministre des travaux publics a reçu hier les sénateurs et députés du Puy-de-Dôme, le préfet de ce département, les maires de La Bourboule et de Mont-Dore qui ont invité à présider le dimanche 25 juin l'inauguration de la ligne de Lamoignon au Mont-Dore et l'inauguration de l'hospice de La Bourboule.

M. Monestier a accepté cette double invitation.

MM. Bertin, directeur des constructions navales et le lieutenant de vaisseau Chéron, ont été désignés pour représenter le ministre de la marine au lancement du croiseur Jeanne-d'Arc, à Toulon.

Les prix de l'Académie. — L'Académie française, dans sa séance du 1<sup>er</sup> juin, a décerné à M. de Malaret le prix Fabien, prix nouveau, « destiné aux personnes qui, par les moyens les plus pratiques et les plus efficaces, auront le mieux contribué à améliorer la situation morale et matérielle de la classe la plus nombreuse ».

Les Illusions perdues, par François Berthet, sont un recueil des simples pages d'un journal ; mais chaque lecteur sera émerveillé par ces vérités qu'on a soupçonnées vaguement, et qui, présentées en volume dans une forme élégante et précise, nous ouvre des vues nouvelles sur bien des choses.

Banquet colonial. — L'Union coloniale française informe les souscripteurs au banquet colonial du 10 juin que M. le général Gallieni n'a pu assister à ce banquet.

La Ligue maritime. — Une assemblée fort nombreuse se pressait hier soir, dans la salle de la Société de géographie, pour entendre la conférence de M. Charles Roux sur la marine marchande.

La conférence était présidée par M. de Kerjégu, député, assisté de M. Casimir-Perier, président d'honneur de la Ligue, et de M. Barbey, sénateur, président effectif.

Après une éloquentة allocution de M. de Kerjégu, l'éminent conférencier a pris la parole et, pendant une heure, a captivé son auditoire par son exposé de la situation de notre flotte commerciale. Il a comparé cette situation à celle des autres flottes marchandes et montré combien cette comparaison était peu à notre avantage. Après avoir indiqué le mal dont souffrait notre commerce d'outre-mer, il a signalé les principaux remèdes qu'on pouvait lui apporter.

De chaleureux applaudissements ont interrompu, à diverses reprises, le conférencier qui a remporté un véritable succès.

Comité de Madagascar. — Le Comité de Madagascar a constitué son bureau, pour l'exercice 1939-1940, de la manière suivante :

Président d'honneur : M. A. Grandier, membre de l'Institut.

Président : M. J. Charles Roux, ancien député, commissaire général des colonies à l'Exposition de 1900.

Vice-présidents : M. d'Estournelles de Constant, député, ministre plénipotentiaire ; M. J. Chailley-Bert, secrétaire général de l'Union coloniale française.

Secrétaire général : M. C. Delhorbe, ancien chargé de mission à Madagascar, membre du Conseil supérieur des colonies.

La presse étrangère. — Le bureau de l'Association de la presse étrangère a subi les modifications suivantes : M. Clifford Millage, empêché par ses nombreuses occupations, devient président d'honneur, et M. Caponi président effectif ; M. Mooney reste secrétaire général.

L'Association donnera son dîner annuel — suivi d'un petit concert dont on nous dit beaucoup de bien — le 17 juin, dans les splendides salons de l'Elysée-Palace-Hôtel des Champs-Élysées.

Compagnie South-Eastern. — M. William Forbes, co-directeur de la South-Eastern, London, Chatham and Dover Railway Co, vient d'être appelé par le Conseil d'administration de la South Coast London and Brighton Railway, à prendre la direction générale de cette importante compagnie de chemins de fer qui relie Paris avec Londres par la voie de Dieppe et Newhaven. M. Forbes, quoique très jeune encore, est de plus célèbre par son rôle de « l'Anglais » dans le film de M. G. de la Grande-Bretagne, que par son rôle d'organisation actuelle du trafic entre le continent et la Grande-Bretagne. Il compte, du reste, de nombreux amis dans la société parisienne et sa courtoisie pour tous les Français qui se rendent à Londres est proverbiale.

### Figaro à la Bourse

Mercredi 7 juin.

Nous avons eu aujourd'hui un assez fort accès de mauvaise humeur ; et c'est le Transvaal qui en est la cause. On n'est pas content de la façon dont les choses se passent entre M. Kruger et le gouvernement anglais ; et la faiblesse de l'agitation du marché minier, dont il y avait parlé plus loin, se sont propagées à tout l'ensemble. C'est un retour aux mœurs d'autrefois. Depuis longtemps, on avait pris l'habitude de localiser les mouvements sur les valeurs directement intéressées par les bruits ou par les événements ; mais il paraît que tout boursier a dans le cœur un restant de vieilles coutumes qui sommeille. De temps en temps, il sort de sa léthargie ; et c'est ce qui est arrivé aujourd'hui.

Tout naturellement, ce sont les valeurs en vedette qui « écopent » le plus. L'Extérieure Espagnole finit à 65 45. C'est assez loin d'être son plus bas cours de la journée, puisqu'on a fait 65 15 ; mais c'est plus loin encore d'être le plus haut cours, attendu qu'on a fait 66 10. En somme la perte est de 70 centimes.

Le Rio est également touché — d'une manière assez sensible, même. Il clôture à 1 452 après 1 450 et 1 434, en moins-value de 25 fr. sur hier.

Sur nos rentes, les diminutions ne s'éloignent pas de leurs proportions habituelles : 40 centimes pour le 3 0/0 à 102 13 après 102 10 et 102 12 ; 20 centimes pour le 3 1/2 0/0 à 102 72 après 102 82. Au comptant, les pertes sont de 42 centimes pour le 3 0/0 et de 20 centimes pour le 3 1/2 0/0. Après Bourse, le 3 0/0 tend à se relever.

Tous les fonds étrangers sont plus ou moins faibles, mais plutôt moins que plus. Je ne vois guère que le Turc C qui ait réellement souffert, en rependant, à 27 30 après 27 65, les 40 centimes qu'il avait mis plusieurs jours à gagner ; le Turc D, lui, recule de 20 centimes à 23 30 après 23 40. La Banque ottomane est lourde à 591. L'Italien fléchit de 10 centimes à 96 50 après 96 55. Le 4 0/0 Brésilien repart 1/4 de point à 68. Mais le 5 0/0 à 75 75 et la Minas Geraes à 385 conservent intégralement leurs cours précédents.

Il y a de la réaction aussi, mais pas bien considérable, sur les établissements de crédit. La Banque de Paris recule à 1 430, le Crédit Lyonnais à 971, la Société Générale à 604. La Banque spéciale des valeurs industrielles est à 235 50. La Rente foncière est en légère avance à 436 ; au comptant, elle est demandée à 442.

Un seul cours pour toutes nos six grandes Compagnies des chemins de fer. C'est le Nord qui est le titulaire de cette faveur d'exceptionnelle. Il cote 2 475 au lieu de 2 473.

Le Suez à 3 700 (son dividende vient d'être fixé à 400 francs nets) et la Thomson-Houston à 1 555, ont perdu 10 fr. Le Gaz est immobile à 1 300. La Traction à 310 et les Métaux à 605 se tassent un peu. La Transatlantique est calme à 435. La De Beers perd 6 fr. à 730 50. La Sonomotie, pour la première fois depuis bien longtemps, n'inscrit aucune variation.

Le Boursier.

#### MINES D'OR

Contrairement aux nouvelles reçues par les premiers journaux, nous n'avons rien de nouveau à dire sur le marché des mines d'or. Les journaux anglais publiés hier matin se montraient très pessimistes sur l'issue de la conférence de Bloemfontein. En outre, dans la journée, un personnage touchant de près au sous-secrétaire d'Etat des colonies aurait, paraît-il, fait savoir à un représentant de la presse de Londres, en l'autorisant à le répandre, que la conférence n'avait aucun résultat.

Cette déclaration, le marché, d'abord très résistant, a fini par céder aux ventes considérables auxquelles la spéculation anglaise s'est livrée sans compter.

Jusqu'à la clôture, aucune déclaration officielle n'avait eu lieu, et on ignorait absolument le résultat réel de la conférence. C'est seulement dans la soirée que le chiffrage suivant, en date de Pretoria, 7 juin, nous a été communiqué :

La conférence de Bloemfontein est terminée. Du côté anglais, il a été parlé des droits de vote et de la titularité de la République, du droit que, à l'été 1914, le droit de vote, de l'incorporation du Swaziland à la République, du paiement d'une indemnité au chef de l'incursion du docteur Jameson et de l'adoption du principe de l'arbitrage pour la solution des différends entre les deux pays. Le haut commissaire n'a pas insisté en ce qui concerne l'affaire de la dynamite, et le président n'a pas insisté en ce qui concerne le Swaziland. Relativement à l'indemnité Jameson, le haut commissaire a déclaré qu'une dépêche du gouvernement anglais était en route, proposant l'arbitrage pour cette question.

Relativement au droit de vote, le haut commissaire a proposé : 1<sup>o</sup> que le nombre d'années pour l'acquisition de ce droit soit fixé à cinq ans avec effet rétroactif ; 2<sup>o</sup> que le serment de naturalisation soit obligatoire ; 3<sup>o</sup> qu'une répartition équitable soit accordée à la nouvelle population ; 4<sup>o</sup> que la naturalisation donne immédiatement le plein droit de vote.

Le président Kruger a, au contraire, proposé : 1<sup>o</sup> que le droit de vote soit accordé à tous les habitants de la République, sans avoir de pouvoir demander la naturalisation, le plein droit de vote devant être acquis cinq ans après ; 2<sup>o</sup> que toutes les personnes qui se

sont fixées dans le pays avant 1890 auraient le droit de vote dans deux ans ; 3<sup>o</sup> la population des mines recevrait une représentation plus grande dans le Parlement ; 4<sup>o</sup> une des conditions pour la naturalisation serait la possession d'un immeuble ayant une valeur d'au moins 150 liv. st. ou l'habitation d'une maison ayant une valeur locative d'au moins 150 liv. st. ou la jouissance d'un revenu d'au moins 200 liv. st. par an ; 5<sup>o</sup> qu'il faudrait fournir la preuve de la jouissance des droits civiques dans le pays auquel on appartient ; 6<sup>o</sup> l'adoption d'une formule de serment conforme à celle de l'Etat libre d'Orange ; 7<sup>o</sup> que toutes les propositions présentées par le gouvernement anglais soient acceptées par le gouvernement anglais à l'exception de l'arbitrage pour les différends entre les deux pays.

Le haut commissaire a trouvé les propositions du Président, en ce qui concerne le droit de vote, insuffisantes. La conférence a été ensuite clôturée.

Le président Kruger a l'intention de soumettre ces différentes propositions au Volksraad, sous réserve d'une décision favorable du gouvernement anglais relativement à l'arbitrage.

La discussion a eu lieu en termes très amicaux. Le procès-verbal sera publié ultérieurement.

Ce qui précède est vraisemblablement la version officielle, et elle peut différer de celle que la presse anglaise doit sans doute publier ce matin, et que nous ne connaissons pas au moment où nous écrivons. Mais ce qui frappe, de suite, dans ce document, c'est qu'il ne traite absolument que de politique. Les réformes économiques promises par le président restent entières, et on n'a aucune raison de douter qu'il les accordera. C'est, en somme, la seule chose intéressante pour les porteurs français de mines sud-africaines, et nous les engageons plus que jamais à conserver tout leur sang-froid, car nous ne voyons pas que, même avec le nouvel état de choses, la question politique soit insoluble.

Henry Dupont.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Ordit industriel et commercial. — Situation au 31 mai, comparée avec la précédente. Principales variations :

Espèces.....	8.873.142	248.497
Fonds disp. des banques.....	7.898.815	494.697
Portefeuille commercial.....	66.565.202	640.195
Portefeuille titres.....	24.881.061	1.025.728
Portefeuille titres.....	5.431.267	54.946
Avances.....	18.306.932	666.864
Comptes cour. débiteurs.....	45.377.872	1.698.328
Frais généraux.....	821.582	189.515
Receivables.....	71.453.381	1.787.029
Compt. cour. créditeurs.....	51.834.000	443.740
Prof. et sem. en cours.....	1.617.967	337.111

### TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 7 juin.

Les oranges

ROUEN. — Un violent orage a éclaté cette nuit sur la région et a occasionné de nombreuses pertes. A Lanquetot, près de Bohebe, la foudre est tombée sur une maison couverte en chaume et a tout détruit. La famille qui l'habitait, se composant de quatre personnes, n'a eu que le temps de fuir.

LE HAVRE. — Un orage d'une violence inouïe et qui, la nuit dernière, a duré de deux heures à sept heures du matin, s'est abattu sur notre ville. La foudre est tombée sur une dizaine de points de la ville et de la banlieue, et notamment sur une maison d'habitation à Sanvic, qui a été totalement incendiée. La foudre a en outre démolit quatre cheminées et provoqué trois commencements d'incendie chez des particuliers.

La grêle a causé des dégâts aux cultures et la pluie, tombant en véritables cataplates, a dégradé, déchaussé et excavé plusieurs rues en pente et inondé les sous-sols. A citer surtout la rue Guillemard qui déjà, le 1<sup>er</sup> septembre 1896, fut en partie détruite par un orage d'une violence au moins égale à celui de cette nuit.

TOURS. — Un terrible cyclone s'est abattu hier soir sur Sainte-Maure et sur les environs, brisant les arbres, détruisant les récoltes et causant des dégâts considérables.

BREST. — Un épouvantable orage sévit depuis hier sur Brest, la foudre est tombée en divers endroits.

A Recouvrance, elle est entrée par la cheminée dans une maison où elle a été bloquée. Le tonnerre a également fait de grands dégâts au sémaphore du Parc-a-Duc qui domine la rade et où il est tombé deux fois. La première fois il a cassé les fils et les piles électriques, et la seconde fois il est tombé sur le mât servant aux essais de télégraphie sans fils du lieutenant de vaisseau Tissot, professeur au Borda.

La foudre a longé le mât, puis a pénétré dans la salle du sémaphore, brisant tous les appareils télégraphiques.

Pendant un quart d'heure, les gendarmes ont été étourdis et privés de l'ouïe. Le tonnerre est tombé encore sur la caserne des équipages de la flotte et sur la tour de l'arsenal.

La mission Marchand

MACON. — Le commandant Marchand quittera Macon demain dans la journée pour se rendre à Nancy où il doit passer quelques jours, en attendant son départ pour Thoissey où des fêtes auront lieu le 14 juin.

ANGOULEME. — L'Association des anciens élèves du lycée d'Angoulême a invité à son banquet annuel du 2 juillet prochain le capitaine de réserve, second de la mission Congo-Nil, qui a fait toutes ses études au lycée d'Angoulême.

Le capitaine a accepté.

GRENOBLE. — La population grenobloise, sur l'initiative de la municipalité et avec le concours de toutes les sociétés civiles et d'anciens militaires de la ville, a fait ce soir à son distingué compatriote, le lieutenant Fouque, une magnifique réception.

Après une brillante fête dans les salons de l'Hôtel de Ville, présidée par M. Stéphane Jay, maire, et à laquelle assistaient M. Naro, député, et M. de la Roche, député, le commandant Marchand, M. le général Chastan, des délégations d'officiers de tous les corps de la garnison et de nombreuses notabilités civiles. Le lieutenant Fouque, longuement acclamé par plus de dix mille personnes, s'est rendu au Cercle des officiers où les ovations se sont prolongées jusqu'à une heure avancée de la soirée.







